



Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté

Ce rapport traite de la politique et du développement humain. Il étudie comment le pouvoir et les institutions politiques — officiels et non officiels, nationaux et internationaux — façonnent le progrès humain. Et il décrit les efforts que les pays devront déployer pour mettre en place un système de gouvernance démocratique de nature à faire avancer le développement humain pour tous, dans un monde où les laissés-pour-compte sont encore trop nombreux.

La politique a son rôle à jouer dans le développement humain car, partout, les individus désirent être libres de décider ce qu'ils veulent faire de leur existence, d'exprimer leur opinion et de prendre part aux décisions qui les touchent directement. Ces capacités comptent autant pour le développement humain, pour l'élargissement de l'éventail des choix, que savoir lire et écrire ou qu'être en bonne santé.

Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'humanité a progressé à pas de géant vers l'ouverture des systèmes politiques et l'élargissement des libertés politiques. Quelque 81 pays ont pris des mesures significatives pour devenir plus démocratiques, et, aujourd'hui, 140 des près de 200 pays que compte la planète organisent des élections pluralistes, ce qui constitue un chiffre sans précédent. Mais l'euphorie suscitée par la fin de la guerre froide a cédé la place aux sombres réalités de la politique du XXI^e siècle.

Les pays en développement se sont démocratisés dans un contexte de pauvreté généralisée et de tensions économiques et sociales omniprésentes. Plusieurs de ceux qui avaient pris des mesures dans ce sens après 1980 sont depuis revenus à un régime plus autoritaire, qu'il soit militaire, comme dans le cas du Pakistan depuis 1999, ou pseudo-démocratique, comme le Zimbabwe ces dernières années. Beaucoup d'autres oscillent entre démocratie et autoritarisme, en maintenant une palette de libertés politiques restreinte et un système fermé ou inopérant. Certains, où l'Etat s'est effondré, comme l'Afghanistan et la Somalie, sont devenus un terrain fertile pour l'extrémisme et la violence.

Même lorsque des institutions démocratiques sont solidement implantées, les citoyens se trouvent souvent privés de toute influence sur la politique nationale. La population comme le

gouvernement se sentent aussi davantage soumis à des forces internationales qu'ils ne sont guère en mesure de maîtriser. En 1999, le sondage *Millennium Survey* de l'institut Gallup International a demandé à plus de 50 000 personnes dans 60 pays si leur pays était gouverné selon la volonté du peuple. Moins d'un tiers ont répondu par l'affirmative. Et seulement une personne sur 10 a déclaré que son gouvernement respectait la volonté populaire.

La mondialisation a beau renforcer les interdépendances, le monde semble de plus en plus fragmenté : il y a d'un côté les riches et de l'autre les pauvres, d'un côté les puissants et de l'autre les faibles, d'un côté ceux qui saluent l'avènement de la nouvelle économie mondiale et de l'autre ceux qui exigent une voie différente. Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, ces clivages apparaissent sous un jour nouveau. Les alliances militaires stratégiques sont de retour au centre de la politique nationale, et l'on assiste à des débats houleux sur les risques qu'il y a à transiger sur les droits de l'homme au prétexte que la sécurité nationale est en jeu.

La démocratie doit être étendue et approfondie pour permettre à la politique et à ses institutions de favoriser le développement humain et de préserver la liberté et la dignité de tous les individus. Tel est le thème de ce rapport.

Sur les plans économique, politique et technologique, le monde n'a jamais paru aussi libre, ni aussi injuste

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, organisée en mars 2002 à Monterrey, au Mexique, les dirigeants et décideurs du monde entier ont évalué les avancées réalisées en vue des objectifs de développement et d'éradication de la pauvreté formulés lors du Sommet du Millénaire, en 2000. Ils se sont également engagés à déployer des efforts sans précédent à l'échelle mondiale pour atteindre ces objectifs d'ici 2015.

De nombreux pays en développement progressent sur plusieurs fronts, particulièrement en ce qui concerne l'universalité de l'enseignement

La démocratie doit être étendue et approfondie pour permettre à la politique et à ses institutions de favoriser le développement humain et de préserver la liberté et la dignité de tous les individus

Tout comme le développement humain suppose beaucoup plus qu'une augmentation des revenus, la gouvernance au service du développement humain suppose beaucoup plus que des institutions publiques efficaces

primaire et l'égalité entre garçons et filles dans l'accès à l'éducation. Mais, pour une grande partie de la planète, les perspectives sont sombres. Au rythme actuel, 33 pays, totalisant plus d'un quart de la population mondiale, auront concrétisé moins de la moitié des objectifs en 2015. Si le processus se poursuit à cette allure de tortue, il faudra plus de 130 ans pour faire disparaître la faim.

Deux problèmes semblent inextricables. Le premier est la pauvreté monétaire. Pour être en mesure de réduire de moitié la part de la population vivant avec un dollar par jour, les pays en développement devront, selon les prévisions optimistes, enregistrer une croissance de leur revenu par habitant de 3,7 % par an. Or, seulement 24 d'entre eux ont affiché une croissance suffisante ces dix dernières années. La Chine et l'Inde, soit les deux pays en développement les plus peuplés de la planète, en font partie. Mais 127 pays, représentant 34 % de la population mondiale, n'ont pas progressé aussi vite. Certains ont même fait état d'une croissance négative récemment, et il y a fort à parier que la part de leur population vivant dans la pauvreté s'est accrue.

Le deuxième problème majeur réside dans la mortalité infantile. Même si 85 pays sont bien partis pour réduire des deux tiers leur taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans par rapport au niveau de 1990, voire y sont déjà parvenus, ils ne représentent ensemble que moins d'un quart de la population mondiale. Pendant ce temps, 81 pays, rassemblant 60 % des habitants de la planète, sont mal partis pour atteindre l'objectif en 2015.

Plus inquiétant encore, nombre des pays qui ont le moins de chances de réaliser ces objectifs sont aussi les plus pauvres du monde. Il s'agit des pays les moins avancés. Et la plupart se situent en Afrique subsaharienne : 23 des 44 pays de la région sont à la traîne dans la plupart des domaines, et pour 11 autres, comme l'Angola et le Rwanda, les données sont trop maigres pour permettre de se faire une opinion. L'Afrique du Sud est le seul pays de la région où moins de 10 % des enfants souffrent de malnutrition. Dans six pays, dont l'Erythrée, l'Éthiopie et le Niger, cette proportion est supérieure à 40 %. En l'absence d'un revirement spectaculaire, dans une génération, on court véritablement le risque de voir les dirigeants mondiaux fixer de nouveau les mêmes objectifs.

Ces perspectives mitigées mettent en lumière un paradoxe troublant. Les avancées de la démocratie, l'intégration des économies nationales, les révolutions technologiques, vont toutes dans le sens d'un accroissement des libertés et des possibilités d'améliorer la vie des êtres humains. Or, dans beaucoup trop de pays encore, les libertés semblent de plus en plus menacées.

Démocratie. Le monde n'a jamais compté autant de démocraties. Cependant, sur les 140 pays

qui organisent des élections pluralistes, seulement 80 (rassemblant 55 % de la population mondiale) sont véritablement démocratiques selon l'un des indicateurs utilisés pour mesurer la démocratie. Et 106 restreignent toujours considérablement les libertés civiles et politiques.

Paix. Le nombre de guerres entre les pays a fortement chuté. Dans les années quatre-vingt-dix, les conflits entre pays ont tué quelque 220 000 personnes, soit un recul de près des deux tiers par rapport à la décennie précédente. Mais les guerres civiles sont plus dévastatrices que jamais. Dans les années quatre-vingt-dix, les conflits intérieurs ont fait environ 3,6 millions de morts, et le nombre des réfugiés et des personnes déplacées s'est accru de 50 %.

Opportunités. Les nouvelles technologies et l'intégration économique croissante sont en train de créer des marchés véritablement mondiaux. Néanmoins, alors que les nouvelles opportunités économiques abondent, 2,8 milliards de personnes vivent toujours avec moins de 2 dollars par jour. Les 1 % les plus riches de la population mondiale reçoivent chaque année un revenu équivalent à celui des 57 % les plus pauvres. Et, dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, les conditions de vie des plus démunis ne cessent de se dégrader.

Certains affirment que concrétiser le potentiel est une question de temps et de volonté politique. Pour d'autres, ce n'est pas la lenteur du changement qui pose problème, mais son orientation générale. Cependant, un point suscite un accord unanime : dans un monde plus interdépendant, les institutions politiques et la politique occupent une place encore plus essentielle dans le développement humain. Dans le monde entier, les discussions sur le développement se préoccupent davantage des institutions et de la gouvernance. Ces débats se concentrent sur l'efficacité des institutions publiques et sur les règles de fonctionnement des marchés et d'encouragement de la croissance économique. Les préoccupations vont ici du professionnalisme et de la transparence de la fiscalité à la capacité des systèmes judiciaires à faire appliquer les contrats commerciaux.

Ces questions sont primordiales pour le développement humain. Lorsque les institutions fonctionnent mal, ce sont les pauvres et les personnes vulnérables qui en souffrent le plus. Mais, tout comme le développement humain suppose beaucoup plus qu'une augmentation des revenus, la gouvernance au service du développement humain suppose beaucoup plus que des institutions publiques efficaces. Une bonne gouvernance impose également de promouvoir des institutions équitables et responsables, protégeant les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Les juges ne doivent pas seulement être formés, mais également respecter la procédure et être insensibles aux différences de race et de classe. Il

ne s'agit pas uniquement de construire des écoles, il faut en outre veiller à ce que les élèves des quartiers pauvres bénéficient d'équipements d'aussi bonne qualité que ceux des zones plus aisées.

Très peu de recherches sérieuses ont été entreprises à ce sujet, et les liens entre institutions politiques et résultats sociaux et économiques ne sont pas encore entièrement compris. Ce rapport explore ces liens du point de vue de l'avancement du développement humain. Il affirme que les pays ne pourront faire progresser le développement humain pour tous que lorsqu'ils se seront dotés de systèmes de gouvernance prêts à rendre des comptes à la population dans son ensemble, et lorsque tous les citoyens pourront prendre part aux débats et aux décisions qui les touchent directement.

Pour progresser, le développement humain a besoin d'une gouvernance démocratique dans le fond et dans la forme, par le peuple et pour le peuple

La gouvernance démocratique constitue un objectif louable en soi. Elle peut également contribuer à faire avancer le développement humain, pour trois raisons. Premièrement, bénéficier de libertés politiques et pouvoir participer aux décisions qui influent directement sur la vie constituent des droits fondamentaux de la personne humaine : ils font partie du développement humain de plein droit. L'Arabie saoudite, le Brunei Darussalam, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar ne reconnaissent pas le droit de vote des femmes. Indépendamment du revenu, cette carence restreint les choix de ces dernières. La démocratie est le seul régime qui garantisse les libertés civiles et politiques ainsi que le droit à la participation, ce qui en fait une bonne chose en soi.

Deuxièmement, la démocratie contribue à protéger les populations des catastrophes économiques et politiques telles que les famines et le chaos. Et ce n'est pas rien. Il arrive même que cela soit une question de vie ou de mort. Le lauréat du prix Nobel Amartya Sen a montré que dans les démocraties, les élections et la liberté de la presse sont des facteurs qui incitent fortement les hommes politiques à éviter les famines.

Depuis 1995, 2 millions de personnes, soit 10 % de la population, seraient mortes de faim en République populaire démocratique de Corée. Entre 1958 et 1961, la famine a tué près de 30 millions de Chinois. En revanche, depuis son indépendance, en 1947, l'Inde ne connaît plus la famine, même lorsque les récoltes sont très insuffisantes. En 1973, la production alimentaire a été durement touchée par la sécheresse au Maharashtra, mais les élus ont évité la famine en

mettant en place des programmes de travaux publics qui ont employé 5 millions de personnes.

Les démocraties contribuent aussi à la stabilité politique, car elles ménagent un espace pour l'opposition et l'alternance politiques. Entre 1950 et 1990, les émeutes et les manifestations ont été plus fréquentes dans les démocraties, mais beaucoup plus déstabilisantes dans les dictatures. En outre, les régimes non démocratiques ont connu davantage de guerres, et celles-ci ont été beaucoup plus dévastatrices sur le plan économique.

Troisièmement, la gouvernance démocratique peut induire un cercle vertueux du développement : la liberté politique donne aux individus les moyens de faire pression pour que soit adoptée une politique à même d'élargir leurs opportunités sociales et économiques, et la possibilité de débattre ouvertement aide les communautés à définir leurs priorités. De l'Indonésie au Mexique en passant par la Pologne, les mouvements de démocratisation et d'ouverture politique contribuent à amorcer ce cercle vertueux, d'autant qu'avec une presse libre et une société civile active, la population dispose de nouveaux instruments pour prendre part aux décisions et aux débats publics.

L'analyse budgétaire sexospécifique et participative illustre bien ce mouvement. A Porto Alegre, au Brésil, la participation des citoyens à l'élaboration des budgets municipaux a contribué à réorienter les dépenses locales vers les grandes priorités du développement humain. Pendant les sept premières années de cette expérience, la proportion des ménages ayant accès au réseau d'eau est passée de 80 à 98 %, et le pourcentage de celle ayant accès au réseau d'assainissement a presque doublé (de 46 à 85 %).

L'analyse budgétaire sexospécifique, qui étudie les conséquences des budgets nationaux et locaux pour l'égalité entre hommes et femmes, est mise en œuvre dans au moins 40 pays. En Afrique du Sud, ces efforts ont appris aux parlementaires à examiner de près les projets de budget et ont donné lieu à l'introduction d'une analyse des documents de politique sous l'angle de l'égalité entre hommes et femmes, ainsi qu'à un ciblage plus efficace des dépenses publiques.

Les liens entre démocratie et développement humain ne sont pas automatiques : lorsqu'une petite élite domine les décisions économiques et politiques, le lien entre démocratie et équité risque d'être rompu

Ces dernières années, dans le monde entier, des individus se sont battus pour la démocratie, dans l'espoir d'accéder à la liberté politique et d'y trou-

Les pays ne pourront faire progresser le développement humain pour tous que lorsqu'ils se seront dotés de systèmes de gouvernance prêts à rendre des comptes à la population dans son ensemble, et lorsque tous les citoyens pourront prendre part aux débats et aux décisions qui les touchent directement

Le type de démocratie qu'une nation choisit de développer dépend de son histoire et des circonstances locales, et les pratiques de la démocratie seront donc nécessairement diverses

ver des opportunités sociales et économiques. Mais aujourd'hui, beaucoup ont l'impression que la démocratie n'a pas tenu ses promesses. Pendant les années quatre-vingt-dix, les inégalités de revenu et la pauvreté se sont considérablement aggravées en Europe centrale et orientale ainsi que dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), souvent à un rythme sans précédent. Et, malgré les avancées de la démocratie, le nombre de pauvres en Afrique subsaharienne continue de progresser.

Lorsque les gouvernements démocratiques ne répondent pas aux besoins des pauvres, le public a plus volontiers tendance à soutenir les leaders autoritaires et populistes, qui prétendent que, pour accélérer la croissance et favoriser le progrès et la stabilité sociale, il faut restreindre les libertés civiles et politiques. En Amérique latine, les graves inégalités de revenu et la pauvreté vont de pair avec un manque de confiance du public dans les institutions politiques et une plus grande facilité à accepter un régime autoritaire et la violation des droits de l'homme.

Les dirigeants autoritaires font de belles promesses et affirment qu'il faut sacrifier la démocratie sur l'autel de la croissance économique et du progrès social. Mais rien ne prouve qu'un tel arbitrage soit nécessaire. Les études statistiques montrent en effet que ni l'autoritarisme ni la démocratie ne constituent un facteur déterminant du rythme ou de la répartition de la croissance économique. Les expériences de pays très divers corroborent ce point de vue. Le Costa Rica, qui est la démocratie la plus stable d'Amérique latine, a enregistré une croissance annuelle de son revenu par habitant de 1,1 % entre 1975 et 2000, et donc plus rapide que la moyenne régionale (0,7 %). En outre, il bénéficie de la répartition du revenu, de l'accès aux services de santé et à l'éducation les plus équitables de la région. Au Brésil, en revanche, la démocratie coexiste avec des inégalités sociales et économiques parmi les plus criantes du monde. Le Paraguay, au régime plus autoritaire, affiche une croissance du revenu par habitant correspondant à la moyenne régionale, mais ne parvient pas à améliorer les opportunités sociales et économiques.

Une démocratie qui donne le pouvoir au peuple doit se construire, et ne peut pas être importée

Dans de nombreux pays désireux d'approfondir la démocratie, le défi majeur consiste à mettre en place les institutions d'une gouvernance démocratique :

- Un système de représentation, avec des partis politiques et des groupes de défense d'intérêts qui soient opérationnels.

- Un système électoral garantissant des élections libres et non entachées d'irrégularités, ainsi que le suffrage universel.
- Un système d'équilibre reposant sur la séparation des pouvoirs, avec une branche judiciaire et une branche législative indépendantes.
- Une société civile active, à même de contrôler les actions du gouvernement et des entreprises privées, et de proposer des modes différents de participation politique.
- Des médias libres et indépendants.
- Un contrôle effectif des civils sur l'armée et les autres forces de sécurité.

Ces institutions peuvent revêtir des formes diverses et variées. Etant donné que le type de démocratie qu'une nation choisit de développer dépend de son histoire et des circonstances locales, les pratiques de la démocratie seront donc nécessairement diverses. Cependant, dans tous les pays, la démocratie ne se borne pas, et de loin, à une seule décision ou à des élections organisées à la hâte. Elle nécessite un processus plus profond de développement politique qui doit ancrer les valeurs et la culture démocratiques dans toutes les composantes de la société, et ce processus n'est jamais complètement achevé.

Elaborer des institutions démocratiques tout en faisant avancer le développement social et économique ne va pas sans frictions. L'octroi à tous d'une égalité politique formelle ne crée pas une volonté ou une aptitude égales à participer à la politique, ni même une capacité égale à influencer sur le résultat. Les disparités de moyens et de pouvoir politique faussent souvent le principe « une personne, une voix » et la vocation des institutions démocratiques. En outre, les procédures judiciaires et les instances de réglementation ne peuvent pas opérer correctement si elles sont manipulées par des élites au détriment des femmes, des minorités et des faibles.

En politique, l'argent pose un problème crucial, car il pervertit les institutions démocratiques lorsqu'il exerce une influence indue sur le résultat des élections ou sur le vote du législateur. Aux Etats-Unis, les débats récents sur la réforme du financement des campagnes électorales et les liens financiers entre la société Enron et des personnalités politiques des deux principaux partis du pays montrent qu'il s'agit là d'une préoccupation sérieuse, pour les démocraties anciennes comme pour les plus récentes.

Aux Etats-Unis, les candidats à l'élection présidentielle de 2000 ont dépensé 343 millions de dollars pour leur campagne, contre 92 millions en 1980. Lorsqu'on inclut les dépenses des partis, le total pour 2000 dépasse probablement le milliard de dollars. En 2001, Michael Bloomberg a englouti la somme record de 74 millions de dollars, soit 99 dollars par voix, dans sa campagne

pour devenir maire de New York, contre 17 millions pour son principal adversaire.

Le risque que les hommes politiques soient exagérément influencés par les intérêts commerciaux s'aggrave à mesure que les coûts de campagne augmentent. Aux Etats-Unis, lors des élections de 2000, les entreprises ont financé les formations politiques à hauteur de 1,2 milliard de dollars, soit 14 fois les contributions déjà considérables des syndicats et 16 fois celles des autres groupes d'intérêt. Même si de nombreux pays d'Europe limitent plus sévèrement le financement par les entreprises, on observe des schémas analogues dans beaucoup de régions du monde. Ainsi, en Inde, les grandes entreprises ont assuré 80 % du financement des principaux partis en 1996.

Dans le même temps, le nombre des adhérents aux partis politiques recule dans de nombreuses régions du monde. Aux Etats-Unis, en France, en Italie et en Norvège, les effectifs des formations politiques établies ne représentent plus que la moitié, voire moins, de ceux d'il y a vingt ans. Selon des études récentes réalisées en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, la population fait davantage confiance à la télévision qu'aux partis.

L'instauration d'un cercle vertueux du développement humain passe par la promotion de politiques démocratiques

Accroître la démocratie dans la sphère politique nécessite d'élargir les capacités, telles que l'éducation, afin de donner aux individus la possibilité de participer plus efficacement. Il convient également d'encourager le développement de groupes de la société civile et d'autres organisations informelles pour permettre aux institutions démocratiques de mieux représenter l'opinion publique.

Une multiplicité de nouveaux modes de participation aux débats et aux activités publiques sont apparus au cours des vingt dernières années. Malgré le recul du nombre d'adhérents aux partis politiques, aux syndicats et à d'autres vecteurs traditionnels de l'action collective, on observe une explosion du soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux autres nouveaux groupes de la société civile. En 1914, on dénombrait 1 083 associations que l'on qualifierait aujourd'hui d'ONG internationales, alors qu'elles étaient plus de 37 000 en 2000, près d'un cinquième d'entre elles s'étant constituées dans les années quatre-vingt-dix. Dans la plupart des pays en développement, le nombre des ONG et des organisations locales à but non lucratif a progressé de manière encore plus spectaculaire. En 1996, on en recensait plus d'un million en Inde et 210 000 au Brésil.

Les ONG internationales versent actuellement une aide supérieure à 7 milliards de dollars aux pays en développement, ce qui atteste de l'expansion significative de leurs actions et la favorise. Elles se font non seulement les défenseurs et les acteurs de projets de développement, mais participent aussi plus directement à la prise de décision et au suivi à l'échelon local. Elles élaborent en outre des formes de gouvernance nouvelles et coopératives. Ainsi, le *Forest Stewardship Council* rassemble des associations de protection de l'environnement, l'industrie du bois, les travailleurs forestiers, les populations autochtones et des groupes locaux dans le but de donner un visa à l'exportation du bois coupé dans le respect des principes écologiques. A Porto Alegre (Brésil) et ailleurs, rappelons-le, des groupes de la société civile participent désormais, par le biais de consultations, à l'établissement du budget. Au Royaume-Uni, le *Women's Budget Group* dispose d'un droit de regard sur les projets de budget du gouvernement.

Le bénévolat est également en plein essor. Aux Pays-Bas, on estime que les activités des bénévoles représentent l'équivalent de 445 000 emplois à temps plein, soit 13,6 milliards de dollars. En République de Corée, près de 3,9 millions de personnes offrent plus de 451 millions d'heures de travail bénévole, qui peuvent se chiffrer à plus de 2 milliards de dollars. Au Brésil, au moins 16 % des adultes pratiquent le bénévolat. Les actions des consommateurs permettent, elles aussi, aux individus de faire connaître leur opinion sur les questions de politique, par exemple en refusant d'acheter les tapis confectionnés par des enfants ou en privilégiant les produits des petits planteurs de café. La menace de telles actions peut pousser les entreprises à tenir compte des attentes du public concernant leur responsabilité sociale.

Ces exemples, parmi d'autres, offrent d'immenses perspectives pour élargir la participation à la gouvernance et favoriser des répercussions plus équitables pour les individus. Dans l'ensemble, la société civile œuvre au renforcement des institutions démocratiques.

Les groupes de la société civile ne s'intègrent pas facilement aux modèles traditionnels de gouvernance et de responsabilité, d'où leur intérêt du point de vue des pays démocratiques. Mais lorsque ces groupes défendent des causes ou recourent à des tactiques contraires aux valeurs démocratiques, ils peuvent être civils tout en manquant de civilité. Leur montée en puissance remet alors en cause l'engagement politique véritablement démocratique.

Il n'existe pas de solutions simples à ce problème. Cependant, de nombreux groupes de la société civile admettent qu'ils doivent répondre de leurs actes devant l'opinion publique. En

Une multiplicité de nouveaux modes de participation aux débats et aux activités publiques sont apparus au cours des vingt dernières années

Les médias ne peuvent être pluralistes et indépendants qu'à condition de ne pas être soumis au contrôle de l'Etat, mais aussi aux pressions des entreprises et de la sphère politique

Ethiopie, les ONG locales ont ainsi adopté des codes de conduite afin de s'autoréglementer efficacement. Ces codes mettent l'accent sur l'importance de la transparence et de la responsabilité, ainsi que sur la nécessité de représenter véritablement les personnes sur la vie desquelles elles exercent une influence.

La liberté et l'indépendance des médias sont, elles aussi, essentielles pour la démocratie. Dans le monde entier, certaines libertés civiles fondamentales, telles que la liberté d'expression, de réunion et d'information, restent soumises à des restrictions. Ainsi, rares sont les pays qui disposent de lois sur la liberté de l'information. Mais dans nombre de pays, la nouvelle liberté de la presse et les nouvelles technologies permettent aux médias d'œuvrer davantage à la pratique démocratique de la politique en ouvrant les débats publics et en exposant au grand jour les cas de corruption et les abus. En 2000, les efforts déployés par les multiples stations de radio privées du Ghana ont contribué à la transparence des résultats des élections. Ces stations ont rendu le trucage des élections plus difficile, ce qui a donné de la crédibilité aux résultats annoncés.

Dans les pays en développement en particulier, la plupart des citoyens ordinaires ont aujourd'hui accès à bien plus de sources d'information qu'il y a une dizaine d'années. Et cette information est moins sujette à la mainmise étatique. Cependant, les médias ne peuvent être pluralistes et indépendants qu'à condition d'échapper au contrôle de l'Etat mais aussi aux pressions des entreprises et de la sphère politique. Même si, avec la libéralisation des marchés et l'intégration économique, les médias sont de moins en moins la propriété de l'Etat, et se trouvent de plus en plus concentrés entre les mains de puissants intérêts privés. Ainsi, quatre groupes privés possèdent 85 % des quotidiens britanniques, qui représentent les deux tiers des tirages. Et, aux Etats-Unis, six entreprises contrôlent l'essentiel des médias.

Les pressions commerciales et politiques fausseront toujours le jeu sur le marché des idées. Mais on ne remédiera pas à l'influence excessive des entreprises ou du monde politique par un retour au strict contrôle des pouvoirs publics. Les médias doivent être libres et prêts à assumer leurs responsabilités. C'est pourquoi on met aujourd'hui davantage l'accent sur le professionnalisme et la déontologie. Les journalistes et les médias ne sont libres que lorsqu'ils sont au service du public avant de l'être à celui des gouvernements et d'actionnaires privés. Toute une série de mécanismes peuvent promouvoir ces objectifs sans recourir à l'intervention publique. C'est notamment vrai de l'autoréglementation via des organismes indépendants, des codes de déontologie et des mé-

diateurs officiels, ainsi que de la formation et de la sensibilisation des journalistes.

Les forces de sécurité doivent en priorité être soumises à un contrôle démocratique, faute de quoi, au lieu d'assurer la sécurité des individus et la paix, elles risquent de leur porter gravement atteinte.

Le désenchantement de la population n'est pas le seul problème auquel doivent faire face les démocraties du monde entier. En effet, dans nombre d'entre elles, le pouvoir considérable de l'armée, de la police et des services de renseignement, sans parler des seigneurs de guerre, des groupes paramilitaires et des sociétés de sécurité privées, constitue un obstacle encore plus imposant.

Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, 46 gouvernements élus ont été renversés par la force, et ainsi cédé la place à des régimes autoritaires. Depuis 1989, l'armée nationale est intervenue directement dans les affaires politiques de 13 pays d'Afrique subsaharienne, soit près d'un pays sur quatre dans cette région. Dans certains, comme au Nigeria en 1993 ou au Myanmar en 1990, les militaires ont ravi (ou refusé de céder) le pouvoir à un gouvernement élu, sous couvert de maintien de la paix civile. Ailleurs, comme au Zimbabwe entre 2000 et 2002, des gouvernements élus ont porté atteinte à la démocratie et à la sécurité des individus en mettant certains pans du secteur de la sécurité à leur propre service. Dans d'autres pays encore, le risque de « faillite de l'Etat », avec une sécurité morcelée, voire privatisée, est au moins aussi grand que le risque de retour à un régime autoritaire et brutal.

Lorsque l'ordre n'est plus respecté dans un pays, ce sont généralement les pauvres les premiers et les plus durement touchés. Trop souvent, la violence à l'encontre des civils émane des forces sous contrôle de l'Etat. Au cours du XX^e siècle, la violence d'Etats a tué environ 170 millions de personnes, un nombre nettement supérieur aux victimes des guerres entre les nations.

Lorsque les forces de sécurité sont soumises à une gouvernance non démocratique, les priorités de la sécurité peuvent également être faussées. De nombreux gouvernements continuent de militariser leurs forces de police, ce qui brouille la distinction avec l'armée, ou de les doter de fonds nettement insuffisants. Sans un contrôle civil et démocratique des forces de sécurité, qui passe notamment par une police nationale efficace et impartiale, l'Etat ne peut assurer la sûreté et la sécurité des individus, et le développement s'en trouve sérieusement freiné.

Même dans des démocraties anciennes, les relations entre les forces de sécurité et la population civile sont rarement idylliques. Cependant, les exemples encourageants observés dans plusieurs démocraties nouvelles, notamment en Afrique du

Sud, dans divers pays d'Europe de l'Est et dans des pays d'Amérique latine, autrefois souvent sujets aux coups d'Etat, montrent qu'il est possible de progresser. Les avancées enregistrées dans ce domaine peuvent contribuer au processus plus vaste de renforcement de la démocratie dans les institutions et le monde politique. Elles peuvent aussi favoriser la paix et la stabilité internationales, car les guerres entre démocraties sont assez rares.

Dans les sociétés déchirées par la guerre, reprendre le contrôle des forces armées constitue une condition essentielle du progrès. Sinon, les efforts de paix sont sans cesse menacés d'être anéantis, en particulier ceux qui visent un partage des pouvoirs et une expansion de la représentation politique. L'absence de contrôle peut également dégénérer en anarchie généralisée et constituer un terreau favorable à la montée de mouvements extrémistes violents, comme en Afghanistan et en Somalie dans les années quatre-vingt-dix.

Même dans ces cas, il est possible de trouver des solutions. Les responsables politiques doivent toutefois s'engager dans des processus intégrateurs et équitables, en particulier pour la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants dans la vie civile, ainsi que la constitution de forces de sécurité pluriethniques et professionnelles. Ils doivent aussi investir dans une paix juste et durable, y compris par le biais d'innovations récentes telles que les commissions vérité. Si un pays veut se redresser, il doit se doter d'un espace politique propice à une vaste réconciliation, et soutenir les personnalités locales dynamiques, notamment les femmes et les jeunes. Certains, comme l'Afghanistan et le Timor oriental, ont également besoin d'une aide internationale à grande échelle pour maintenir la paix et l'ordre, placer ceux qui ont bafoué les droits de l'homme devant leurs responsabilités et bâtir des institutions démocratiques à même de régler des différends profondément enracinés sans recourir à la violence.

L'interdépendance mondiale appelle aussi au renforcement de la participation et de la responsabilité dans la prise de décision internationale

Donner aux individus les moyens de peser sur les décisions qui les touchent directement et de demander des comptes à ceux qui les dirigent ne relève plus de la volonté de chaque pays. Dans un monde interdépendant, ces principes démocratiques revêtent une dimension planétaire car les règles et les acteurs internationaux influent souvent autant sur la vie des individus que les dispositions nationales.

Cette réalité nouvelle a transpiré dans les manifestations antimondialisation qui ont récemment été organisées dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement. Même si ces protestations prennent des formes différentes et sont motivées par des raisons diverses, elles ont souvent une exigence commune : que les institutions et organisations mondiales n'excluent personne et répondent aux problèmes des plus pauvres. Ces manifestants ne sont pas les seuls à considérer que ce problème est urgent.

En 2001, un fonds mondial pour la santé a été créé afin de remédier aux déséquilibres dans la recherche médicale. Chaque année, par exemple, le paludisme tue au moins un million de personnes, pour l'essentiel dans les pays les plus pauvres. Dans les années cinquante, l'Organisation mondiale de la santé voulait éradiquer cette maladie, mais, au fil des décennies, elle n'a réussi à attirer que peu de fonds publics pour la recherche ou le traitement. En 1992, moins de 10 % des dépenses mondiales consacrées à la recherche médicale concernaient 90 % de l'ensemble des maladies qui touchent la planète.

Les règles commerciales multilatérales vont, elles aussi, à l'encontre des intérêts économiques des pays en développement et ne parviennent pas à faire reculer les pratiques protectionnistes employées par les pays industrialisés. C'est notamment le cas des mécanismes antidumping et visant d'autres obstacles non tarifaires. Les droits de douane appliqués par les pays industrialisés sur les importations en provenance des pays en développement représentent en moyenne quatre fois ceux perçus sur les importations venant des autres économies industrialisées. En outre, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) versent chaque jour environ 1 milliard de dollars de subventions à leurs propres agriculteurs, soit plus de six fois le montant qu'ils consacrent à l'aide publique au développement.

Les efforts visant à bâtir une gouvernance mondiale plus intégratrice et plus responsable se heurtent à deux grands types de problèmes. Le premier réside dans la nécessité de renforcer le pluralisme pour permettre aux groupes extérieurs aux institutions publiques officielles de participer davantage à la prise de décisions mondiales, en particulier en élaborant des mécanismes visant à modifier le comportement des entreprises privées. Le deuxième est le besoin d'améliorer la participation et la responsabilité des institutions multilatérales afin d'accorder davantage de place aux pays en développement.

Accroître le pluralisme dans les décisions mondiales. Par une série de campagnes très médiatisées, les mouvements de la société civile encouragent le pluralisme au niveau mondial.

Dans un monde interdépendant, les principes démocratiques revêtent une dimension planétaire car les règles et les acteurs internationaux influent souvent autant sur la vie des individus que les dispositions nationales

De nouvelles formes de collaboration entre les pouvoirs publics et les groupes de la société civile contribuent également à accroître le pluralisme dans la politique mondiale

Certaines initiatives spectaculaires se sont révélées efficaces. C'est le cas de la chaîne humaine formée autour des chefs d'Etat et de gouvernement des pays du G8 réunis à Birmingham (Royaume-Uni) en 1998 par la campagne Jubilé 2000 pour l'allègement de la dette. Des actions analogues ont braqué les projecteurs sur d'autres points sensibles : du rôle des « diamants du sang » dans le financement des guérillas en Afrique à la manière dont l'accord de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) risque de priver les pauvres de l'accès à certains médicaments et vaccins essentiels.

De nouvelles formes de collaboration entre les pouvoirs publics et les groupes de la société civile contribuent également à accroître le pluralisme dans la politique mondiale. La réussite la plus aboutie à cet égard est peut-être le traité de 1998 sur la création de la Cour pénale internationale. Malgré l'opposition de plusieurs grands pays, ce traité a récemment été ratifié, grâce au soutien mobilisé par des centaines d'organisations de défense des droits de l'homme dans le monde entier.

Un plus grand pluralisme apparaît aussi au sein des mécanismes et des systèmes internationaux. En témoigne la nouvelle approche consultative de la Commission mondiale des barrages, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale vis-à-vis des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, ainsi que l'initiative *Global Compact* (pacte mondial), récemment lancée par les Nations Unies, sur la responsabilité sociale des entreprises.

Renforcer la participation et l'obligation de rendre des comptes des institutions multilatérales. Même si l'émergence d'une société civile mondiale ouvre des possibilités d'approfondir la démocratie à l'échelon international, il n'en convient pas moins de réformer les institutions internationales existantes. Les pays en développement doivent pouvoir davantage y faire entendre leur voix. Etant donné leur influence considérable, et toujours croissante, ces institutions doivent également répondre davantage des mesures qu'elles adoptent et de leurs actes.

Prenons l'exemple de l'Organisation mondiale du commerce. Chaque pays membre dispose d'un siège et d'une voix, ce qui est très démocratique. Mais, concrètement, les décisions sont prises par consensus, largement influencé par les pays les plus grands et les plus riches. Le déséquilibre dans la participation des pays en développement est également manifeste dans les mouvements de la société civile mondiale. En 1999, sur les 738 ONG autorisées à participer au Sommet ministériel de l'OMC à Seattle (Etats-Unis), 87 % provenaient des pays industrialisés.

Le déficit démocratique des organisations in-

ternationales est inévitable, car les populations n'élisent pas directement leurs représentants à l'OMC, au FMI, à la Banque mondiale ou au Conseil de sécurité des Nations Unies. D'aucuns avancent qu'en raison des déséquilibres des pouvoirs politiques et économiques dans le monde, cette non-représentativité de la prise de décision est inéluctable à l'échelon intergouvernemental. Cet argument a un poids considérable. En particulier, l'influence des Etats-Unis sur des institutions telles que le FMI et l'OMC tient bien moins au nombre de voix de ce pays qu'à sa position dans le monde.

Ce n'est peut-être pas le fruit du hasard si les institutions internationales les plus représentatives, telles que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies, sont généralement considérées comme les moins efficaces. Aujourd'hui, les pays les plus puissants, sans lesquels aucune organisation internationale ne saurait exister, ont tendance à se rapprocher des organisations qui leur confèrent la plus grande influence. Et ils n'hésitent pas à user de leur pouvoir, que ce soit dans les réunions informelles de l'OMC (dites du « salon vert ») ou celles du Conseil exécutif du FMI. Les efforts visant à renforcer la représentation des pays en développement doivent tenir compte de ces réalités fondamentales.

Cependant, le potentiel de démocratisation des institutions mondiales reste considérable. De nombreuses propositions ont été avancées pour supprimer des pratiques manifestement antidémocratiques telles que le droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies et le mode de sélection des dirigeants du FMI et de la Banque mondiale. Plusieurs commissions, groupes de réflexion et organisations de la société civile préconisent également de renforcer la transparence, par exemple, en publiant les décisions prises par le conseil exécutif des principales institutions financières internationales et en optant pour un processus décisionnel plus intégrateur et transparent au sein de l'OMC.

Depuis quelques années, le FMI, la Banque mondiale et les Nations Unies déploient des efforts considérables pour accroître leur ouverture et leur transparence. Nombre des projets de réforme démocratique les plus ambitieux, tels que ceux qui concernent le Conseil de sécurité de l'ONU, sont néanmoins dans l'impasse. Mais de fortes pressions continuent de s'exercer pour que les principes démocratiques soient étendus à de telles organisations, d'autant que, depuis peu, nombre d'entre elles s'impliquent nettement plus dans la politique économique et sociale ainsi que dans la vie politique nationale. Plus elles interviennent profondément dans la réforme d'aspects sensibles de la gouvernance dans les pays en développement,

plus il importe que les organisations internationales soient ouvertes et répondent de leurs actes.

L'argument que l'on oppose généralement à ce type de réformes est qu'elles rendent la prise de décision délicate, voire impossible. Cependant, il faut tenir compte des réalités qui découlent de l'intégration accrue de la planète. Que leur objectif soit la paix, la croissance économique ou la préservation de l'environnement, les efforts internationaux visant à favoriser le changement restent inefficaces si les acteurs locaux s'en sentent exclus. Dans le monde entier, les Nations Unies, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC sont en train de comprendre qu'il est important que les différentes parties prenantes s'approprient les projets. De plus en plus, les principales puissances mondiales prennent conscience du fait que le sentiment généralisé d'exclusion et d'impuissance dans les pays en développement peut menacer la croissance économique et la sécurité dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement.

* * *

La leçon à tirer des évolutions observées ces dix dernières années est la suivante : les institu-

tions politiques nationales tardent à remédier aux problèmes de gouvernance posés par l'interdépendance croissante des pays de la planète. Alors que les jeunes démocraties se battent pour jeter les bases d'une gouvernance démocratique, de nouvelles forces et institutions exercent une influence considérable sur la vie des individus. Et de nouveaux types de conflits prolifèrent au sein des pays et entre eux.

D'aucuns espéraient que les attentats du 11 septembre susciteraient une unité mondiale face aux défis posés par la gouvernance nationale et internationale. On a pu observer, à cet égard, quelques signes encourageants, comme la conférence des Nations Unies sur le financement du développement qui s'est tenue en mars 2002, et qui a débouché sur une augmentation de l'aide promise. Il est toutefois également fort probable que les attentats et leurs conséquences fragilisent les institutions mondiales, ébranlent les droits de l'homme et exacerbent la fragmentation sociale et économique.

Il est clair qu'il est nécessaire d'agir. Mais il faut avoir la volonté d'agir de manière à cultiver la démocratie, faire avancer le développement et élargir les libertés humaines dans le monde entier.

Que leur objectif soit la paix, la croissance économique ou la préservation de l'environnement, les efforts internationaux visant à favoriser le changement restent inefficaces si les acteurs locaux s'en sentent exclus

Bilan du développement humain

AVANCÉES MONDIALES

RECULS MONDIAUX

DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION

- Depuis 1980, 81 pays ont entrepris de se démocratiser¹ et 33 régimes militaires ont laissé la place à des gouvernements démocratiques²
- Quelque 140 pays du globe sur près de 200 organisent aujourd'hui des élections pluralistes. C'est plus qu'à aucune autre époque de l'Histoire³
- En 2000, il existait 37 000 ONG internationales officiellement reconnues, soit un cinquième de plus qu'en 1990. Plus de 2 150 jouissent d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, et 1 550 ont des liens avec le Département de l'information des Nations Unies⁴
- Sur les 81 pays qui ont fait récemment le choix de la démocratie, seuls 47 sont aujourd'hui pleinement démocratiques. Beaucoup d'autres semblent avoir interrompu leur évolution ou sont retombés dans l'autoritarisme ou la guerre⁴
- Seuls 82 pays, dans lesquels vivent 57 % des habitants de la planète, sont pleinement démocratiques⁵
- 51 pays n'ont pas ratifié la Convention de l'Organisation internationale du travail concernant la liberté syndicale, et 39 n'ont pas ratifié la Convention de l'OIT sur les négociations collectives⁷
- Les ONG ne sont toujours pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale des Nations Unies. Seules 251 des 1 550 ONG associées au Département de l'information des Nations Unies ont leur siège dans un pays en développement⁸
- La presse est libre ou partiellement libre dans 125 pays, représentant 62 % de la population mondiale⁹
- Entre 1970 et 1996, la diffusion des quotidiens dans les pays en développement a plus que doublé, passant de 29 à 60 exemplaires pour 1 000 personnes. Parallèlement, le nombre de téléviseurs a été multiplié par 1 610
- 61 pays, avec 38 % de la population mondiale, ne connaissent toujours pas la liberté de la presse¹¹
- En 2001, 37 journalistes sont morts en tentant de faire leur travail, 118 autres ont été jetés en prison et plus de 600 reporters ou organes d'information ont été victimes d'agressions ou d'actes d'intimidation¹²
- Le nombre de pays ayant ratifié les six principales conventions et pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme a progressé de manière spectaculaire depuis 1990. Il est passé d'environ 90 à près de 150 pour le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹³
- D'importantes libertés civiles et politiques sont encore bafouées dans 106 pays¹⁴
- 38 pays n'ont pas ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Pour la ratification et la signature du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ce nombre atteint 41¹⁵
- Dans 10 pays, plus de 30 % des parlementaires sont des femmes¹⁶
- A l'échelle mondiale, 14 % seulement des parlementaires sont des femmes. Et celles-ci sont totalement absentes du parlement de 10 pays¹⁷
- Il n'a été fait usage que 6 fois du droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies entre 1996 et 2001, contre 243 fois entre 1946 et 1995 (soit en moyenne 50 fois par décennie)¹⁸
- L'Organisation mondiale du commerce fonctionne selon le principe « un pays, une voix », mais la plupart des décisions essentielles y sont prises par les grandes puissances économiques dans le cadre des réunions informelles dites du « salon vert » (*green room*)
- Les directeurs exécutifs représentant l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France, le Japon et le Royaume-Uni représentent 46 % des droits de vote au sein de la Banque mondiale et 48 % au Fonds monétaire international¹⁹

JUSTICE ÉCONOMIQUE

- La proportion des êtres humains vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 29 % en 1990 à 23 % en 1999²⁰
- Pendant les années quatre-vingt-dix, le taux d'extrême pauvreté a été réduit de moitié en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et a baissé de 7 points de pourcentage en Asie du Sud²¹
- Le revenu des 5 % de personnes les plus riches au monde reste 114 fois supérieur à celui des 5 % les plus pauvres²²
- Pendant les années quatre-vingt-dix, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne est passé de 242 à 300 millions²³
- Pendant les années quatre-vingt-dix, la région Asie de l'Est et Pacifique a enregistré une croissance annuelle de 5,7 % de son revenu par habitant. En Asie du Sud, ce taux a été de 3,3 %²⁴
- En Europe centrale et orientale et dans la CEI, le revenu par habitant a reculé de 2,4 % par an sur la même décennie. En Afrique subsaharienne, il a baissé de 0,3 % par an²⁵
- 20 pays d'Afrique subsaharienne, qui rassemblent plus de la moitié des habitants de cette région, sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990, et 23 sont plus pauvres qu'en 1975²⁶
- De plus de 500 millions aujourd'hui, les utilisateurs d'Internet devraient passer à près d'un milliard d'ici 2005²⁷
- 72 % des internautes vivent dans les pays de l'OCDE (14 % de la population mondiale). Quelque 164 millions d'entre eux se trouvent aux Etats-Unis²⁸

Bilan du développement humain

AVANCÉES MONDIALES

RECULS MONDIAUX

SANTÉ ET ÉDUCATION

- Depuis 1990, le nombre d'individus ayant accès à un point d'eau aménagé et à des infrastructures sanitaires de qualité s'est accru, respectivement, de 800 et 750 millions²⁹
- 57 pays, soit la moitié de la population mondiale, ont réduit de moitié la proportion de leur population souffrant de la faim ou sont bien partis pour y parvenir d'ici 2015³⁰
- Certains pays en développement ont fait des progrès dans la lutte contre le VIH/sida. En Ouganda, le taux de séropositivité est ainsi tombé de 14 % au début des années quatre-vingt-dix à environ 8 % à la fin des années quatre-vingt-dix³³
- Entre 1970 et 2000, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde est passé de 96 à 56 pour 1 000 naissances vivantes³⁵
- A l'échelle mondiale, le taux de scolarisation est passé de 80 % en 1990 à 84 % en 1998³⁹
- 51 pays, regroupant plus de 60 % de la population mondiale, ont déjà atteint l'objectif de scolariser tous les enfants dans le primaire ou sont bien partis pour y parvenir⁴⁰
- Quelque 90 pays, dans lesquels vivent plus de 60 % de la population mondiale, sont parvenus à l'égalité entre garçons et filles pour la scolarisation dans le primaire ou sont bien partis pour y parvenir d'ici 2015. Dans le secondaire, c'est le cas de plus de 80 pays⁴³
- Le taux de vaccination des enfants est tombé sous le seuil des 50 % en Afrique subsaharienne³¹
- Au rythme actuel, il faudrait plus de 130 ans pour éliminer la faim dans le monde³²
- Fin 2000, près de 22 millions de personnes étaient mortes du sida, 13 millions d'enfants avaient perdu leur mère ou leurs deux parents du fait de cette maladie et plus de 40 millions d'individus étaient infectés par le VIH. Parmi ce dernier groupe, 90 % vivaient dans les pays en développement et 75 % en Afrique subsaharienne³⁴
- Chaque jour dans le monde, plus de 30 000 enfants meurent de maladies pour lesquelles existe pourtant un traitement ou une prophylaxie³⁶
- A l'échelle mondiale, le nombre de « femmes portées manquantes », c'est-à-dire qui seraient en vie si elles n'avaient pas été victimes d'infanticide, de négligences ou si leur mère n'avait pas avorté en raison de leur sexe atteint 100 millions³⁷
- Chaque année, plus de 500 000 femmes meurent chaque année de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement³⁸
- 113 millions d'enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école — et 97 % d'entre eux vivent dans les pays en développement⁴¹
- 93 pays, où vivent 39 % de la population mondiale, ne disposent pas de données sur l'évolution des taux d'inscription dans le primaire⁴²
- 60 % des enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire sont des filles⁴⁴
- Sur un nombre total d'adultes illettrés estimé à 854 millions dans le monde, quelque 544 millions seraient des femmes⁴⁵

PAIX ET SÉCURITÉ DES PERSONNES

- 38 opérations de maintien de la paix ont été organisées depuis 1990, contre seulement 16 entre 1946 et 1989⁴⁶
- La ratification par un soixantième pays du texte instituant la Cour pénale internationale établit une structure permanente pour juger les crimes contre l'humanité
- Le nombre de morts dues à des conflits entre Etats a fortement baissé : 220 000 au cours des années quatre-vingt-dix, trois fois plus lors de la décennie précédente⁴⁹
- Des actes de génocide ont été perpétrés en Europe et en Afrique, faisant 200 000 morts en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995, et 500 000 au Rwanda en 1994⁴⁷
- De nouvelles formes de terrorisme international apparaissent : en septembre 2001, quelque 3 000 personnes, ressortissantes de plus de 80 pays, ont été tuées dans les attentats contre les tours du *World Trade Center*, à New York⁴⁸
- Près de 3,6 millions de personnes ont trouvé la mort lors de guerres civiles pendant les années quatre-vingt-dix⁵⁰
- Sur la même période, le nombre de réfugiés et personnes déplacées a augmenté de 50 %⁵¹
- La moitié des morts et blessés des guerres civiles sont des enfants⁵², et l'on estime à 300 000 le nombre des enfants-soldats dans le monde⁵³
- Sous la pression de quelque 1 400 organisations de la société civile réparties dans 90 pays, le Traité de 1997 sur l'interdiction des mines a été ratifié par 123 Etats⁵⁴
- Plusieurs grands pays, parmi lesquels la Chine, la Fédération de Russie et les Etats-Unis, n'ont pas signé ce traité
- Quelque 90 pays sont encore truffés de mines antipersonnel et autres engins non explosés, qui font chaque année entre 15 000 et 20 000 victimes⁵⁵

Note : Les appels de note présents dans ce bilan renvoient à la section Notes figurant à la fin de la partie texte de ce rapport

